



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/1028
11 décembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 9 DÉCEMBRE 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE
LA GÉORGIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de l'allocution que
S. E. M. Edouard Chevardnadze, Président de la Géorgie, a faite le
2 décembre 1996 au Sommet de l'OSCE tenu à Lisbonne.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Peter CHKHEIDZE

Annexe

ALLOCUTION FAITE LE 2 DÉCEMBRE 1996 PAR LE PRÉSIDENT
DE LA GÉORGIE AU SOMMET DES ÉTATS MEMBRES DE L'OSCE
TENU À LISBONNE

[Original : russe]

Permettez-moi tout d'abord de remonter dans le temps. Lisbonne prête en effet à la réflexion historique.

Nous sommes à la fin du XVe siècle, à l'orée d'une époque nouvelle. Un navire quitte le port et se dirige vers l'océan. Il dépasse le cap des tempêtes et ouvre à l'Europe de nouvelles voies.

L'analogie est claire : je parle du voyage de Vasco de Gama qui a mené son navire au compas d'une idée nouvelle. C'était à l'époque l'idée de la découverte et c'est une idée qui s'est maintenue.

Alors que notre siècle touche à sa fin, il n'est pas superflu de réfléchir à ce qui nous sert de guide.

Il y a deux ans à Budapest, nous avons donné un nouveau nom à la CSCE. Deux ans plus tard à Lisbonne, nous devons évaluer à quoi cela a abouti. En renommant Organisation la Conférence, à quoi avons-nous donné la priorité? En remplaçant "la maison européenne" par une "architecture", avons-nous changé l'ordre des choses?

Il n'y a pas de grande architecture sans grande idée.

Est-elle adéquate dans la mesure où elle nous a conduits à la victoire sur la "guerre froide"? Peut-elle indiquer de nouveaux horizons et survivre aux orages qui grondent en cette fin de siècle? Je veux parler des guerres locales, dont la destruction en fin de compte ne le cède en rien aux destructions mondiales. Je veux parler du nationalisme guerrier, du séparatisme agressif dont la sauvagerie rappelle le nazisme.

Il n'est pas une seule corbeille des Accords d'Helsinki qui ne soit transformée en réceptacle de leurs ordures sanglantes.

Je représente un pays où on ne se contente pas de voir ce genre de choses à la télévision. C'est bien pourquoi j'ai le droit de demander : de quoi au juste nous occupons-nous? Et la réponse je la sais déjà. Nous nous occupons de pacifier des régimes criminels, en les mettant sur le même plan que les gouvernements légitimes. Nous nous laissons mener par la bride en cédant à leurs ultimatum. Nous fermons les yeux sur la farce tragique qu'est la légitimisation graduelle des résultats des nettoyages ethniques et des annexions territoriales. Nous avons peur de désigner le génocide par son nom et d'en qualifier les auteurs de criminels contre l'humanité.

Résultat : la tragédie suit la tragédie, de l'Abkazie à la Russie et au Caucase du Nord, comme le démontre notre exemple.

/...

On a peine à croire que ces événements se passent à la fin du XXe siècle qui a marqué aussi la grande victoire sur la "guerre froide".

Vous me permettrez de rappeler que cette victoire est le fruit de la nouvelle pensée politique, d'une nouvelle mentalité politique. Ces notions ne sont pas propres à une époque. Chaque époque avance en effet une idée nouvelle qui est une percée dans l'inconnu. Ce n'est que par une pensée de cette ampleur qu'on peut garantir la sécurité dans tout l'espace euro-asiatique.

Dans l'intervalle, force est de constater qu'une partie de la cargaison de notre navire remonte au temps de la "guerre froide".

Exemple, les discussions sans fin sur les parties du monde dans lesquelles il convient ou non d'élargir les alliances. Ou encore les interrogations interminables sur le genre de monde dans lequel nous vivons – unipolaire ou multipolaire. Et la rhétorique en l'occurrence remonte aussi à ce temps-là. Elle est dangereuse dans la mesure où elle contient les germes d'un affrontement.

Mon pays est un petit pays, semblable à une goutte d'eau où l'océan se reflète pourtant. Malgré tout ce qu'elle a vécu, la Géorgie demeure tout aussi attachée aux principes du règlement politique pacifique des conflits. D'État détruit, elle est devenue en quatre ans une société civile, qui a posé les bases de la démocratie, de l'économie de marché et de la stabilité. Aujourd'hui, nous avons une monnaie nationale stable, le niveau d'inflation est minimal, on assiste à une reprise du potentiel économique à la croissance du produit intérieur brut qui a représenté 14 % cette année. Tout cela nous l'avons fait avec l'appui de nos amis, de la communauté internationale et des structures européennes. Il en ressort que leur capacité d'action est très grande et peut se manifester avec la même efficacité dans d'autres sphères, encore qu'il ne s'agisse là que des premiers signes d'un processus positif. La crise n'est pas encore surmontée, des centaines de milliers de citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté, la situation des réfugiés est épouvantable.

Nous comprenons mieux bien des choses, par exemple qu'aucun bouclier élevé près de quelque frontière que ce soit, ne peut se comparer pour la puissance et l'efficacité au relèvement économique et au renouveau des États dans tout l'espace post-totalitaire. Il n'y a rien de mieux que cette intégration dans les structures européennes. Il n'est pas de meilleure garantie de la sécurité de ces États que l'extension de l'Union européenne à l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Tous les États littéralement s'en réjouiraient.

Pour ce faire, l'Europe possède ce qui est le plus important – l'espace d'une seule et même conception, de Vancouver à Vladivostock, sur lequel a cessé d'exister un monde bipolaire et s'affirme un système commun de valeur fondé sur la philosophie du libéralisme démocratique et du respect des droits de l'homme.

On ne peut laisser cette notion avec le gigantesque potentiel qu'elle possède céder le pas aux tentatives nostalgiques de ressusciter la doctrine de l'équilibre des forces comme seule capable de garantir la sécurité. Dans cet espace, l'OSCE doit établir des dimensions qui défendent nos valeurs communes, y compris le patrimoine culturel et exclue tout conflit, en particulier les

conflits de civilisation, dimensions, dont la dernière ne sera pas, il s'en faut, la responsabilité pour le plus petit défi lancé à notre sécurité commune, et un châtement inéluctable pour quiconque, régime, groupe de personnes ou même État, qui oserait porter atteinte à la paix européenne.

L'Europe dispose de tout ce qu'il lui faut pour ce faire. Il ne lui manque pour le moment qu'une chose : la force contraignante des Accords d'Helsinki garantissant leur application absolue.

J'en viens donc à me demander et à vous demander, estimés collègues, s'il n'est pas temps de penser à un nouvel Helsinki dont l'Acte final deviendrait une loi constitutive européenne, une constitution de l'Europe du XXIe siècle? C'est peut-être faire preuve de trop d'audace, mais nous sommes à Lisbonne et tout s'y prête. Nous sommes à Lisbonne où autrefois, les héros de "Lusiadas" ont réalisé l'impossible, en se disant "et pourquoi pas?"
